

04 avr 2003 -17:00

Conseil des Ministres du 04/04/03

Le Conseil des Ministres s'est réuni au 16 rue de la Loi, le vendredi 4 avril 2003, à partir de 10h00, sous la présidence du Premier Ministre Guy Verhofstadt.

Le Conseil des Ministres s'est réuni au 16 rue de la Loi, le vendredi 4 avril 2003, à partir de 10h00, sous la présidence du Premier Ministre Guy Verhofstadt.

Le Premier Ministre a tout d'abord annoncé que le Conseil des Ministres reprenait ses travaux ce samedi 5 avril à partir de 12h30 pour terminer une dizaine de dossiers et approuver la liste des articles de la Constitution à réviser lors de la prochaine législature. Les deux Chambres législatives doivent statuer ce vendredi sur cette liste. Le Premier Ministre a par ailleurs annoncé l'envoi d'une lettre, cosignée avec le Ministre des Affaires étrangères à Monsieur Kostas Simitis, Premier Ministre de la République hellénique, Président du Conseil européen. MM. Guy Verhofstadt et Louis Michel y demandent que l'Union européenne prenne rapidement position en faveur du rôle central des Nations Unies dans la reconstruction économique et politique de l'Irak. Cela pourrait se faire à l'occasion du Conseil des Affaires générales et des Relations extérieures du 14 avril prochain. Le Premier Ministre a aussi annoncé que son gouvernement avait tenu 153 Conseils des Ministres, qui ont traité quelque 4.700 dossiers. En ce qui concerne les décisions prises ce vendredi, le Premier a souligné qu'il s'agissait essentiellement d'arrêtés d'exécution de grands dossiers décidés au cours de la législature sur des thèmes comme : la sécurité routière, la simplification administrative, la libéralisation de l'électricité ou le système des pensions complémentaires pour les indépendants et les salariés. Guy Verhofstadt a encore épinglé quelques dossiers comme : le centre d'expertise des soins de santé (Communiqué 10), les techniques d'enquête policières (Communiqué 19), le Conseil Consultatif des Bourgmestres (CCB) (Communiqué 27), le Conseil fédéral de Police (Communiqué 31), les médiateurs auprès de la SNCB (Communiqué 78), les droits des patients (Communiqué 109) ou encore la diplomatie préventive (Communiqué 156). Le Conseil des Ministres a ensuite approuvé :- un projet d'arrêté royal concernant les voiturettes pour personnes handicapées (Communiqué 1) ;- le remplacement d'un membre du Conseil d'Administration du Palais des Beaux-Arts (Communiqué 2) ;- trois projets d'arrêtés royaux relatifs à la nomination des médiateurs pour les télécommunications et auprès de La Poste (Communiqué 8) ;- le remplacement de M. Gilbert Vaniekaut, démissionnaire depuis le 27 février 2003, par M. Vincent Urbain comme administrateur de Belcocontrol (Communiqué 9) ;- un projet d'arrêté royal portant nomination d'un membre du Conseil de la Concurrence (Communiqué 11) ;- un projet d'arrêté royal concernant le Conseil d'administration du Bureau d'intervention et de restitution belge (BIRP) (Communiqué 12) ;- l'engagement des crédits nécessaires à la prolongation du contrat relatif au logiciel SAS pour 2003 (Communiqué 13) ;- la conclusion d'un contrat d'entretien du matériel informatique utilisé par le Service public fédéral Justice (Communiqué 14) ;- la prolongation du contrat d'un informaticien chargé du programme pour les juges d'instruction (Communiqué 15) ;- l'acquisition d'une installation de scannage pour les tribunaux (Communiqué 16) ;- un projet d'arrêté royal relatif au fonctionnement et à l'administration des établissements de jeux de hasard de classe III, aux modalités des demandes et à la forme de la licence de classe C (Communiqué 17) ;- un projet d'arrêté royal autorisant la Commission des jeux de hasard à accéder au registre des personnes physiques et à utiliser le numéro d'identification du registre national des personnes physiques (Communiqué 18) ;- un projet d'arrêté royal portant exécution de la loi-programme du 24 décembre 2002 (Communiqué 20) ;- un projet d'arrêté royal relatif à la subvention d'organismes offrant un encadrement spécialisé aux citoyens impliqués dans une procédure judiciaire (Communiqué 21) ;- un projet d'arrêté royal relatif aux établissements pénitentiaires (Communiqué 22) ;- deux avant-projets de loi réformant en profondeur la thématique de l'internement des délinquants atteints d'un trouble mental (Communiqué 23) ;- l'attribution des crédits destinés à la

conclusion d'une nouvelle série de conventions dans le cadre du volet « Justice du plan global ». Pour rappel, le Plan Global, qui est avant tout un plan pour l'emploi, avait aussi prévu un ensemble de mesures pour promouvoir la sécurité et la prévention (Communiqué 24) ; - les conventions conclues dans le cadre de la Politique de la Ville, avec la Ville de Liège et la commune de Schaerbeek (Communiqué 25) ; - la création d'une cellule de coordination interministérielle (Justice et Affaires étrangères) en vue de renforcer l'efficacité de la lutte contre les enlèvements internationaux d'enfants (Communiqué 26) ; - d'engager, en procédure négociée sans publicité préalable, le dossier d'achat relatif à la prolongation, pour l'année 2003, de l'entretien de la partie belge du système SCHENGEN au profit de la Police intégrée (Communiqué 28) ; - la convention 2003 conclue avec le Centre pour l'Egalité des Chances et la Lutte contre le racisme (Communiqué 29) ; - un projet d'arrêté royal fixant les modalités d'introduction de la demande d'autorisation de séjour en qualité de bénéficiaire de la protection temporaire ou de membres de la famille d'un tel bénéficiaire (Communiqué 33) ; - un projet d'arrêté royal portant les modalités du transfert de propriété des biens des services nucléaires à l'Agence fédérale de contrôle nucléaire (AFCN) (Communiqué 35) ; - deux projets d'arrêtés royaux concernant l'Institut pour l'égalité des hommes et des femmes (Communiqué 44) ; - un projet d'arrêté royal fixant les cadres linguistiques pour les premier et deuxième degrés de la hiérarchie de la Direction générale Transport maritime du Service public fédéral Mobilité et Transports (Communiqué 45) ; - la vente de la Cité administrative de l'Etat, à Bruxelles (Communiqué 48) ; - la prolongation, par avenant, de la location du complexe immobilier sis 60/66 rue Royale à 1000 Bruxelles, pour les besoins du Ministère de l'Intérieur (Communiqué 49) ; - la réévaluation du loyer d'un bâtiment occupé par les services du Ministère des Finances, 48 rue des Palais à Bruxelles (Communiqué 50) ; - la prise en location d'un immeuble à Mons pour l'hébergement de l'Inspection technique du Ministère de l'Emploi et du Travail (Communiqué 51) ; - la prise en location, par la Régie des Bâtiments, de l'immeuble «Speelhof», situé à l'angle Papenstraat-Speelhof, au centre de Borgloon, à l'usage du Service public fédéral Finances (Communiqué 52) ; - la prise en location, pour les besoins du Service fédéral Finances, l'ensemble sis à Grâce-Hollogne (Bierset), rue Blériot (Communiqué 53) ; - la prise en location, par la Régie des Bâtiments, de 20 emplacements de parcage de véhicules pour la maison de Justice de Liège (Communiqué 54) ; - la prise en location, par la Régie des Bâtiments, d'un appartement pour les besoins du Service public fédéral Justice (Communiqué 55) ; - le financement de la réalisation de l'extension du Palais de Justice de Liège et des cours de Justice de Mons, partiellement avec des fonds mis à disposition par la BEI (Banque européenne d'investissement) (Communiqué 56) ; - la location pour la centralisation des services du Parquet à Termonde (dans l'ancienne clinique Ste Christiane) (Communiqué 58) ; - la conclusion d'un nouveau contrat de bail, d'une durée de trois ans prorogeable ensuite d'année en année, pour la surface déjà louée et pour l'extension de location dans le bâtiment situé Hanssenslaan 11 à Vilvorde, à l'usage du Parquet de Police (Communiqué 59) ; - les modalités de financement relatives à la vente de terrains aéroportuaires de Bruxelles-National à Brussels International Airport Company (BIAC) (Communiqué 60) ; - les transferts administratifs de domaines militaires du Ministère de la Défense vers la Régie des Bâtiments et le transfert administratif de l'immeuble sis 6-8 rue Lambermont, de la Régie des Bâtiments vers le Ministère de la Défense (Communiqué 62) ; - la conclusion d'un marché ouvert quadriennal (2003-2006) avec la firme XCELLENTIS pour la fourniture de kératinocytes à la Banque de peau de l'Hôpital Centre de la Base Reine Astrid (Communiqué 63) ; - un projet d'arrêté royal relatif au fonctionnement et à l'administration des établissements de jeux de hasard de classe III, aux modalités des demandes et à la forme de la licence de classe C (Communiqué 64) ; - un projet d'arrêté royal portant création du Fonds pour l'Economie Sociale et Durable (Communiqué 66) ; - un projet d'arrêté royal déterminant l'intervention financière du centre public d'aide sociale (CPAS) dans le coût salarial d'un ayant droit à l'intégration sociale qui est engagé dans le cadre du plan Activa (communiqué 67) ; - un projet d'arrêté fixant le montant et les modalités d'octroi du complément forfaitaire dans le cadre de la lutte contre la pauvreté. Ce montant forfaitaire est octroyé aux familles dont les enfants sont placés dans une famille d'accueil (Communiqué 68) ; - la mise en oeuvre, pour l'exercice budgétaire 2003, d'une série de projets dans le cadre du « Docup fédéral 2000-2006 », le programme d'action européen destiné à l'amélioration de la qualité de l'emploi et à la consolidation de l'emploi (Communiqué 69) ; - la ratification

et la signature d'un Protocole d'Accord relatif à la rénovation et à l'extension du Palais des Congrès (Communiqué 70) ;- un arrêté royal transposant une directive européenne relative à l'interopérabilité du système ferroviaire transeuropéen conventionnel (Communiqué 74) ;- un projet d'arrêté royal relatif à l'utilisation de gaz de pétrole liquéfiés (LPG) pour la propulsion des véhicules automobiles (Communiqué 75);- unprojet d'arrêté royal prévoyant la date d'entrée en vigueur d'une disposition relative aux accidents sportifs (Communiqué 89) ;- un projet d'arrêté royal concernant la sécurité des marins de la marine marchande (Communiqué 90) ;- unprojet d'arrêté royal adaptant la notion de rémunération de l'ONSS pour rendre intéressant le règlement d'achat favorable d'un PC, de périphériques, etc & que l'employeur peut proposer à ses travailleurs (Communiqué 91) ;- unprojet d'arrêté royal concernant la sécurité juridique de la disposition sur le calcul du pécule de vacances des employés (Communiqué 92) ;- un projet d'arrêté royal concernant le revenu d'intégration sociale (Communiqué 93) ;- un projet d'arrêté royal relatif au maximum à facturer social (Communiqué 94) ;- le projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal concernant la carte professionnelle soins de santé (Communiqué 95) ;- un projet d'arrêté royal relatif à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités pour les étudiants de l'enseignement supérieur (Communiqué 96) ;- le projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal concernant le Conseil technique des moyens diagnostiques et du matériel de soins (Communiqué 98) ;- deux projets d'arrêtés royaux relatifs au nouveau système de financement des maisons de repos pour personnes âgées et des maisons de repos et de soins à partir du 1er janvier 2004 (Communiqué 99) ;- unprojet d'arrêté royal fixant les procédures et conditions dans lesquelles l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités intervient dans le coût des aliments diététiques à des fins médicales spéciales (Communiqué 100) ;- un projet d'arrêté royal concernant l'intervention de l'assurance soins de santé dans le coût de certaines fournitures (Communiqué 101) ;- un projet d'arrêté royal relatif à la carte d'identité sociale (Communiqué 102) ;- un projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté relatif au maximum à facturer (Communiqué 103) ;- unprojet d'arrêté royal apportant des modifications résultant principalement d'adaptations intervenues dans d'autres réglementations, notamment en ce qui concerne les personnes handicapées (Communiqué 104) ;- unprojet d'arrêté royal apportant une adaptation formelle nécessaire pour maintenir inchangées les prestations prises en charge par l'assurance obligatoire soins de santé en faveur des travailleurs indépendants à la suite d'une modification apportée à la nomenclature des prestations de santé (Communiqué 105) ;- unprojet d'arrêté royal, fixant les conditions dans lesquelles l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités accorde une intervention financière dans le fonctionnement des cercles de médecins généralistes agréés (Communiqué 106) ;- un projet d'arrêté royal en matière d'aide médicale urgente (Communiqué 107) ;- 5 projets d'arrêtés royaux permettant de soutenir davantage les soins de santé de première ligne (Communiqué 108) ;- trois projets d'arrêtés royaux concernant les soins psychiatriques (Communiqué 110) ;- un projet d'arrêté royal concernant le contrôle des nouvelles drogues de synthèse (Communiqué 111) ;- unprojet d'arrêté royal entrant dans le cadre de la loi sur le bien être des animaux (Communiqué 112) ;- un projet d'arrêté royal relatif à l'autocontrôle, à la notification obligatoire et à la traçabilité dans la chaîne alimentaire (Communiqué 113) ;- unprojet d'arrêté royal relatif aux denrées alimentaires (Communiqué 114)- le projet d'arrêté royal relatif aux formalités administratives vis-à-vis des administrations fédérales, effectuées par les guichets d'entreprises agréés (Communiqué 116) ;- un projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal établissant le régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants (Communiqué 117) ;- le projet d'arrêté d'exécution de la loi-programme du 24 décembre 2002 concernant le nouveau système d'octroi d'allocations familiales majorées, dans le régime des travailleurs salariés, en faveur des enfants handicapés (Communiqué 118) ;- l'avant-projet de loi modifiant la loi sur l'exercice des activités ambulantes et l'organisation des marchés publics (Communiqué 119) ;- un projet d'arrêté royal déterminant les modalités de création de la filiale de financement du Fonds de participation appelée « Fonds starters » (Communiqué 120) ;- deux projets d'arrêtés royaux portant réforme de certaines entreprises publiques économiques (Communiqué 121) ;- le quatrième avenant au contrat de gestion conclu avec la société anonyme de droit public Brussels International Airport Company (BIAC) (Communiqué 122) ;- un projet d'arrêté royal fixant le statut, la rémunération et les devoirs du président et des membres du Conseil de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications (IBPT)

(Communiqué 123) ; - le projet d'arrêté royal portant approbation de modifications aux statuts de la Loterie Nationale, société anonyme de droit public (Communiqué 124) ; - un projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté fixant les taux de la TVA et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux (Communiqué 127) ; - le projet d'arrêté royal fixant l'entrée en vigueur des articles de la loi programme déterminant l'entrée en vigueur des dispositions fiscales relatives à la navigation maritime (Communiqué 128) ; - le projet d'arrêté royal fixant l'entrée en vigueur des articles de la loi programme concernant le Tax Shelter (Communiqué 129) - un projet d'arrêté royal relatif aux investissements en sécurisation (Communiqué 130) ; - un projet d'arrêté royal déterminant les zones d'action positive des grandes Villes (Communiqué 132) ; - un projet d'arrêté royal en matière d'instruments financiers et de systèmes de compensation de titres (Communiqué 133) ; - un projet d'arrêté royal portant règlement de la procédure accélérée en cas de recours auprès du Conseil d'Etat contre certaines décisions de la Commission bancaire et financière (Communiqué 134) - la conclusion d'un protocole entre le SPF Finances et le SPF Mobilité et Transports en vue de l'immatriculation en ligne des véhicules via le portail fédéral dans l'optique de la possibilité, pour les citoyens d'effectuer des paiements d'amendes et d'impôts via des terminaux de paiement (Communiqué 135) ; - l'augmentation de capital de la Société fédérale d'Investissement (SFI). Cette augmentation est souscrite par la Société fédérale de Participations (Communiqué 136) ; - l'octroi d'une subvention au Palais des Beaux-Arts pour l'organisation d'une exposition sur le logement social (Communiqué 137) ; - un avant-projet de loi concernant le contrôle des sociétés de gestion des droits d'auteur, en ce qui concerne ces derniers ainsi que les droits voisins (Communiqué 139) - un projet d'arrêté ministériel octroyant à la firme D.B.M. « DEME Building Materials », une concession pour la recherche et l'exploitation des ressources minérales et autres ressources non vivantes dans la mer territoriale et sur le Plateau continental de la Belgique (Communiqué 141) ; - un projet d'arrêté royal considérant comme une calamité agricole les dégâts causés à certaines cultures par les pluies abondantes des mois d'octobre et novembre 2000 sur le territoire de plusieurs communes, délimitant l'étendue géographique de cette calamité et déterminant l'indemnisation des dommages (Communiqué 143) ; - un projet d'accord de coopération entre l'Etat fédéral et les Régions concernant l'exercice des compétences régionalisées dans les domaines de l'Agriculture et de la Pêche (Communiqué 144) - un projet d'arrêté royal relatif au transfert à la Région flamande et à la Région wallonne de la partie des soldes du Fonds agricole, du Fonds budgétaire pour la production et la protection des végétaux et des produits végétaux, et du Fonds budgétaire pour la santé et la qualité des animaux et des produits animaux (Communiqué 145) ; - un projet d'arrêté royal transférant les biens, droits et obligations de l'Office belge du Commerce extérieur (OBCE) à l'Agence pour le Commerce extérieur, à la Région wallonne, à la Région flamande et à la Région de Bruxelles-Capitale (Communiqué 146) ; - un projet d'arrêté royal relatif à la clôture de la dissolution de l'Office belge du Commerce extérieur (OBCE) (Communiqué 147) ; - le projet d'arrêté royal portant nomination du Prince Philippe en qualité de président d'honneur du conseil d'administration de l'Agence pour le Commerce extérieur (Communiqué 148) ; - la stabilisation du taux d'intérêt du dollar américain (USD) au taux CIRR en vigueur au moment de la signature de la convention de financement sur un crédit à l'exportation de USD 35.004.480 d'une durée de remboursement de 12 ans destiné à financer la participation de Cockerill Mechanical Industries, Tractebel et Donaldson Europe B.V.B.A. à la construction d'une centrale électrique à Ankara en Turquie (Communiqué 150) ; - un avant-projet de loi portant sur la participation de la Belgique à la neuvième reconstitution des ressources du Fonds africain de Développement (FAD) (Communiqué 152) ; - une liste des nouveaux engagements juridiques à conclure dans le cadre de la coopération au développement (Communiqué 154) - la procédure de nomination du nouveau Président du CIAOI (Comité Interministériel pour l'Accueil des Organisations Internationales) (Communiqué 155) ; - le financer, sur le budget 2003 du Spf Affaires étrangères, d'une série d'initiatives en matière de diplomatie préventive, d'aide aux populations victimes de conflits, de respect des droits de l'homme et de consolidation de l'état de droit (Communiqué 156) ; - un projet d'arrêté royal portant convocation des collèges électoraux pour l'élection des chambres législatives fédérales, ainsi que convocation des nouvelles Chambres fédérales (Communiqué 164) - la souscription d'une police d'assurances, destinée à couvrir les dommages et la responsabilité civile des membres des bureaux

électoraux dans l'exercice de leurs fonctions à l'occasion des élections législatives du 18 mai 2003 (Communiqué- un projet d'arrêté royal concernant le contrôle des nouvelles drogues de synthèse (Communiqué 111) ;- unprojet d'arrêté royal entrant dans le cadre de la loi sur le bien être des animaux (Communiqué 112) ;- unprojet d'arrêté royal relatif aux denrées alimentaires (Communiqué 114)- (Communiqué 115) ;- le projet d'arrêté royal fixant l'entrée en vigueur des articles de la loi programme déterminant l'entrée en vigueur des dispositions fiscales relatives à la navigation maritime (Communiqué 128) ;- le projet d'arrêté royal fixant l'entrée en vigueur des articles de la loi programme concernant le Tax Shelter (Communiqué 129)- l'octroi d'une subventionau Palais des Beaux-Arts pour l'organisation d'une exposition sur le logement social (Communiqué 137) ;- un avant-projet de loi relatif à l'indemnisation des dommages anormaux liés aux soins de santé (Communiqué 138) ;- un avant-projet de loi concernant le contrôle des sociétés de gestion des droits d'auteur, en ce qui concerne ces derniers ainsi que les droits voisins (Communiqué 139)- un projet d'arrêté ministériel octroyant à la firme D.B.M. « DEME Building Materials », une concession pour la recherche et l'exploitation des ressources minérales et autres ressources non vivantes dans la mer territoriale et sur le Plateau continental de la Belgique (Communiqué 141) ;- un projet d'arrêté royal relatif au transfert à la Région flamande et à la Région wallonne de la partie des soldes du Fonds agricole, du Fonds budgétaire pour la production et la protection des végétaux et des produits végétaux, et du Fonds budgétaire pour la santé et la qualité des animaux et des produits animaux (Communiqué 145) ;- un projet d'arrêté royal transférant les biens, droits et obligations de l'Office belge du Commerce extérieur (OBCE) à l'Agence pour le Commerce extérieur, à la Région wallonne, à la Région flamande et à la Région de Bruxelles-Capitale (Communiqué 146) ;- la stabilisation du taux d'intérêt du dollar américain (USD) au taux CIRR en vigueur au moment de la signature de la convention de financement sur un crédit à l'exportation de USD 35.004.480 d'une durée de remboursement de 12 ans destiné à financer la participation de Cockerill Mechanical Industries, Tractebel et Donaldson Europe B.V.B.A. à la construction d'une centrale électrique à Ankara en Turquie (Communiqué 150) ;- une liste des nouveaux engagements juridiques à conclure dans le cadre de la coopération au développement (Communiqué 154)- un avant-projet de loi portant assentiment à un traité concernant l'élection des représentants au Parlement européen (Communiqué 161) ;- un projet d'arrêté royal portant convocation des collèges électoraux pour l'élection des chambres législatives fédérales, ainsi que convocation des nouvelles Chambres fédérales (Communiqué 164) 165) ;- une communication concernant les célébrations marquant le 60e anniversaire de la libération de la Belgique en 1944 (Communiqué 167).

SPF Chancellerie du Premier Ministre - Direction générale
Communication externe
Rue de la Loi 16
1000 Bruxelles
Belgique
+32 2 501 02 11
<https://chancellerie.belgium.be>

Christophe Springael
Service Rédaction (FR)
+32 2 287 41 92
+32 477 59 14 37
christophe.springael@premier.fed.be

Thomas Ferri
Service Rédaction (NL)
+32 2 287 41 42
+32 471 67 07 73
thomas.ferri@premier.fed.be